|  |  |
| --- | --- |
| LOGO COLLECTIVITE | **N°**……………**Arrêté portant réintégration après mise en congé parental****(Titulaire)**M Grade  |

Le Maire (*ou le Président*) de ……………………………………………………………………………

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique notamment l’article L515-11,

Vu la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites,

Vu le décret n°86-68 du 13 Janvier 1986 relatif aux positions de détachement, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l’intégration, notamment les articles 29 à 33,

Vu l’arrêté en date du ................................. plaçant M………………… en congé parental,

*(Le cas échéant)* Vu la demande de M………………… tendant à écourter la durée du congé parental,

Vu la demande de M………………… d’être réintégré et réaffecté dans son ancien emploi ou d’être réintégré et réaffecté dans un emploi le plus proche de son dernier lieu de travail ou de son domicile, dans la mesure où celui-ci a changé, pour assurer l'unité de la famille,

Considérant que M…………………. a été reçu(e) en entretien le ................................ (4 semaines au moins avant la réintégration) afin d’examiner les modalités de sa réintégration,

*(Le cas échéant)* Considérant les droits à l’avancement d’échelon et de grade acquis pendant la durée du congé parental,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** M………………… est réintégré(e) et réaffecté sur l’emploi de ..................................à compter du ..................................

**ARTICLE 2 :** (le cas échéant) Compte tenu de l’ancienneté à la date de réintégration, M………………… bénéficie d’un avancement au ........échelon du grade de ..................................ou d’un avancement au grade de ..................................

**ARTICLE 3 :** Le Secrétaire Général (*ou le Directeur Général des Services*) est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à l’agent.

Ampliation adressée :

 - au Président du Centre de Gestion de la Charente

 - au Comptable de la collectivité

 Fait à………………………,

 le……………………………

 Prénom, Nom et qualité du signataire

|  |
| --- |
| Le Maire (*ou le Président*),- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de POITIERS (86) dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.Ce recours peut être déposé sur l’application informatique « Télérecours citoyens », accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)Notifié le ……………………………..Signature de l’agent : |